



SECRETARIAT TECHNIQUE PERMANENT

**DEPARTEMENT DE LA RECHERCHE
ET DE L'ANALYSE FINANCIERE**

RAPPORT D'ANALYSE STRATEGIQUE
PERIODE SOUS ANALYSE : JUIN 2023- MARS 2025

Analyse de la qualité des déclarations d'opérations suspectes

Résumé analytique

La Cellule Nationale de Renseignement Financier (CNRF) observe une augmentation des Déclarations d'Opérations Suspectes (DOS) depuis 2023, traduisant une implication progressive des entités déclarantes. Toutefois, cette augmentation s'accompagne d'une qualité insuffisante : 87% des déclarations présentent des informations incomplètes ou manquent de pièces justificatives. Les indicateurs les plus fréquents de blanchiment sont liés à des incohérences entre les activités observées et le profil du client, ainsi qu'à des mouvements d'espèces inexpliqués ou provenant de zones à risque telles que la RDC.

Le blanchiment est principalement observé à l'étape de placement, avec une implication marquée des personnes physiques et des Sociétés Unipersonnelles à Responsabilité Limitée (SURL). Dans 73% des cas, les fonds sont injectés directement dans le système financier sans passer par les phases d'empilage ou d'intégration. Le commerce apparaît comme le secteur le plus exposé (30 %), suivi de loin par des activités comme l'immobilier, l'agriculture ou l'importation. Les opérations suspectes sont majoritairement réalisées en espèces (47%), principalement via des banques (93%). Les infractions sous-jacentes les plus courantes sont le vol, le détournement de fonds et la fraude (87%), avec une prédominance des flux d'individus de nationalité burundaise (73 %), opérant principalement à l'intérieur du pays (93 %).

1. Contexte et objectif du projet

a. Contexte

Dans le cadre de LBC/FT, la CNRF observe une augmentation des DOS depuis 2023. Face à cette dynamique, une analyse stratégique est nécessaire pour identifier les tendances et optimiser le processus de déclarations des opérations suspectes (DOS). Sur base de la R.29 du GAFI et les exigences du Groupe Egmont, la CNRF a une obligation de conduire des analyses stratégiques de façon régulière afin d'améliorer la détection et la prévention des risques de BC/FT.

Toutefois, il convient de préciser que les résultats présentés offrent un regard partiel du phénomène de BC/FT au Burundi, en raison du nombre encore limité de DOS reçues. Cette contrainte limite la portée de l'analyse et appelle à renforcer la culture déclarative auprès des institutions assujetties.



b. Objectifs

- Identifier les indicateurs les plus fréquents dans les DOS reçues pour renforcer le système de détection des opérations suspectes par les assujettis;
- Dégager les tendances du phénomène de BC/FT;
- Déterminer les secteurs économiques, les produits financiers, les types de transaction et zones géographiques qui sont impliqués dans le BC/FT;
- Identifier les lacunes et meilleures pratiques dans le processus de déclarations des opérations suspectes (DOS);
- Proposer des recommandations opérationnelles auprès des autorités compétentes et des assujettis pour améliorer la détection des opérations suspectes;
- Améliorer la compréhension du phénomène de BC/FT par les assujettis et les autorités compétentes nationales impliqués dans la LBC/FT.

2. Méthodologie

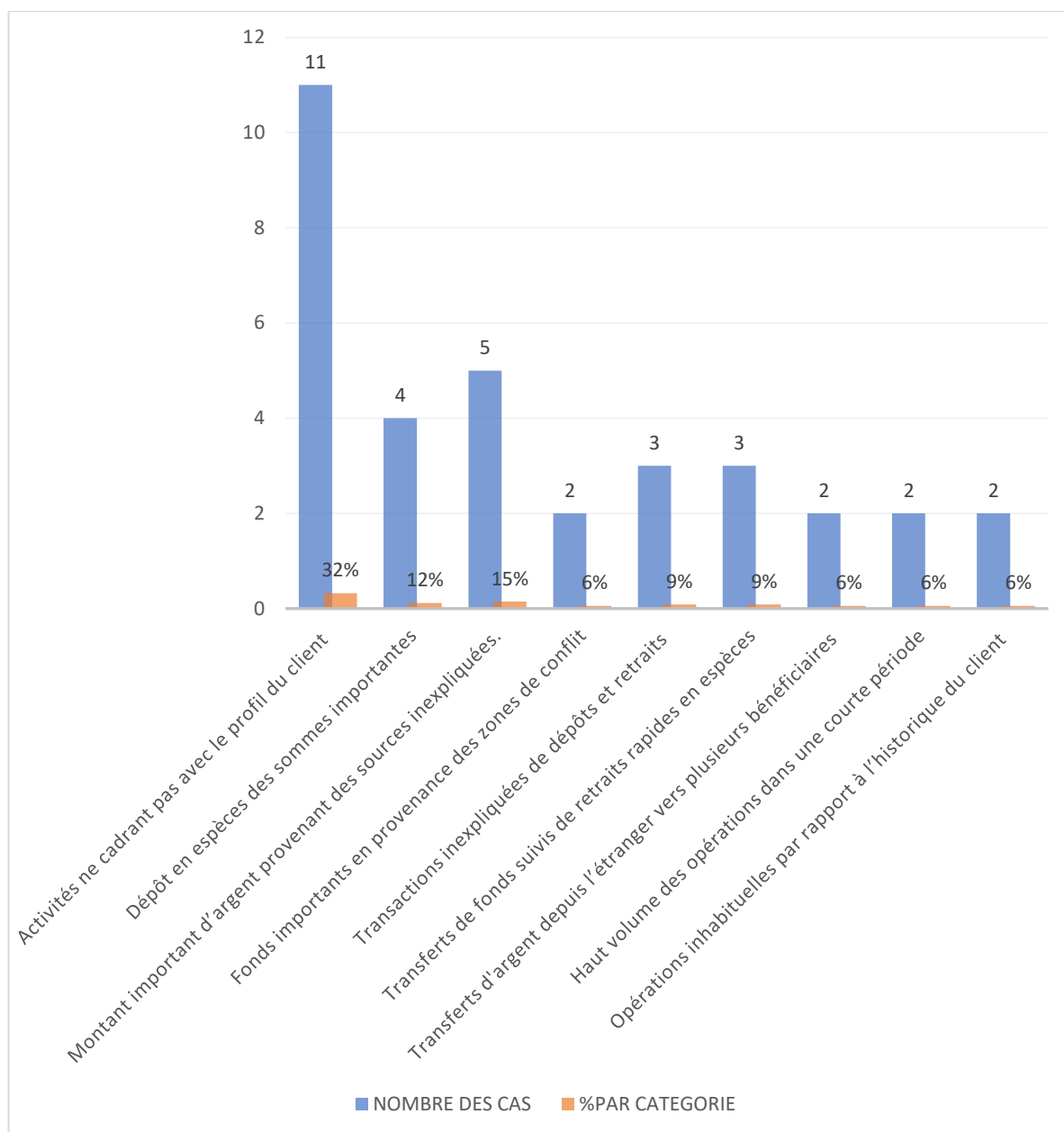
Pour mener à bien cette tâche, trois types d'analyses ont été utilisées à savoir :

- ✓ L'analyse quantitative qui s'est focalisée sur la mesure statistique des fréquences et répartitions des variables clés contenues dans les DOS afin d'évaluer la proportion des cas par catégorie (ex : types de personnes morales, produits financiers utilisés, etc..) et d'identifier les secteurs les plus touchés, les principales nationalités impliquées, ou encore les méthodes les plus fréquentes de BC/FT ;
- ✓ L'analyse qualitative qui a consisté à examiner en profondeur le contenu descriptif des DOS pour pouvoir identifier des schémas comportementaux, des incohérences dans les profils clients, des liens éventuels avec des infractions sous-jacentes, ainsi que des signaux faibles non chiffrables mais révélateurs de risques ; et
- ✓ L'analyse comparative qui a mis en perspective les différences et similitudes entre plusieurs catégories de déclarations, en comparant les tendances observées selon le type d'entité déclarante (banques, microfinances), ou encore entre clients nationaux et étrangers, secteurs économiques, ou zones géographiques pour faire émerger des vulnérabilités spécifiques à certains profils ou secteurs.

3. Indicateurs identifiés

a) Indicateurs de BC/FT

Le graphique ci-dessous représente les différents types d'indicateurs de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme impliqués dans les 15 DOS analysées.



Les 15 cas de DOS analysés présentent divers indicateurs de BC/FT, répartis comme suit :

- ✓ **32 %** : activités ne correspondant pas au profil du client ;
- ✓ **15 %** : montants importants d'argent issus de sources inexplicables ;
- ✓ **12 %** : dépôts en espèces de sommes importantes ;
- ✓ **9 %** : transactions inexplicables (dépôts, retraits ou transferts suivis de retraits rapides en espèces) ;
- ✓ **6 %** chacun de :
 - Haut volume des opérations dans une courte période ;
 - Transferts d'argent depuis l'étranger vers plusieurs bénéficiaires ;



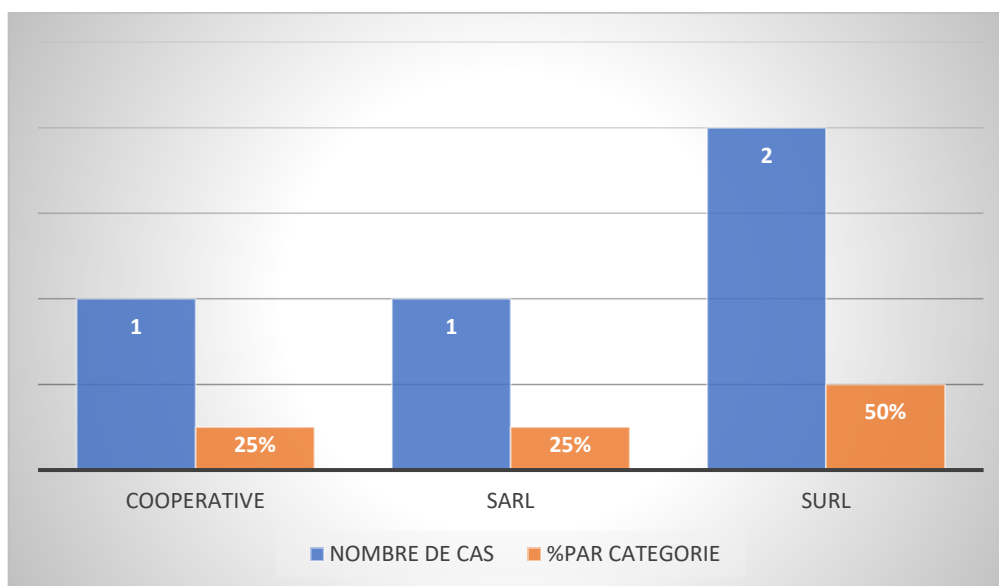
- Opérations inhabituelles par rapport à l'historique du client ;
- Fonds importants en provenance de zones de conflit.

L'analyse comparative entre les indicateurs de BC/FT relevés dans les Déclarations d'Opérations Suspectes (DOS) et les résultats de l'Evaluation Nationale des Risques (ENR) révèle une forte corrélation, ces indicateurs traduisant principalement des risques tels que le détournement des fonds, la corruption ou la fraude fiscale.

b) Types de personnes morales

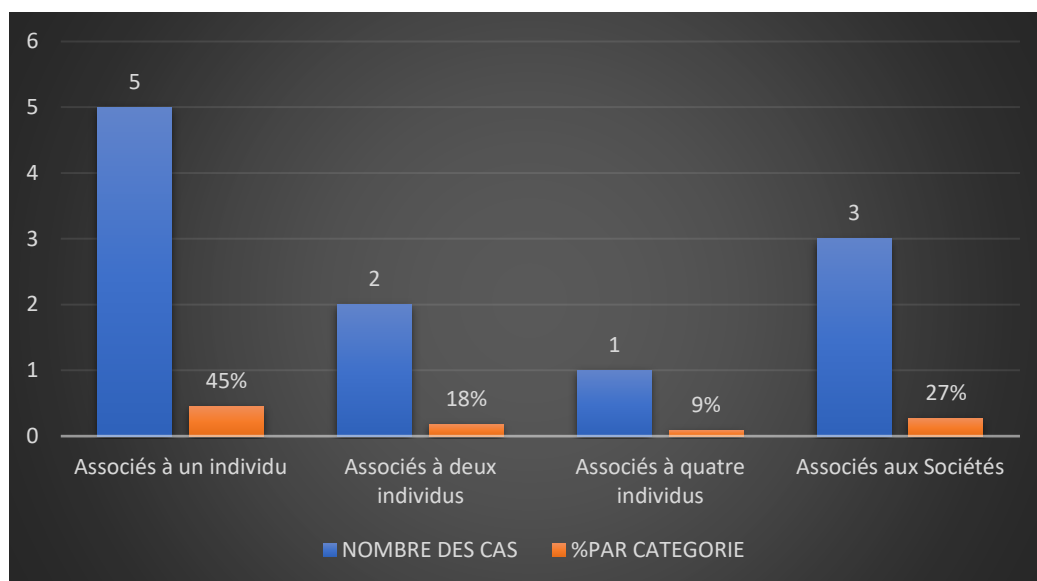
Pour les 15 cas de DOS sous analyse, 75% des DOS renferment des personnes physiques tandis que 25% des DOS renferment des personnes morales.

Au regard des types de personnes morales, 50% représentent des Sociétés Unipersonnelles à Responsabilité Limitée (SURL), des entreprises qui ne comptent qu'un seul associé, 25% représentent des Sociétés à Responsabilité Limitée (SARL), des sociétés commerciales où la responsabilité des associés est limitée à leurs apports et 25% représentent des coopératives comme le montre le graphique ci-dessous :



c) Associés du suspect

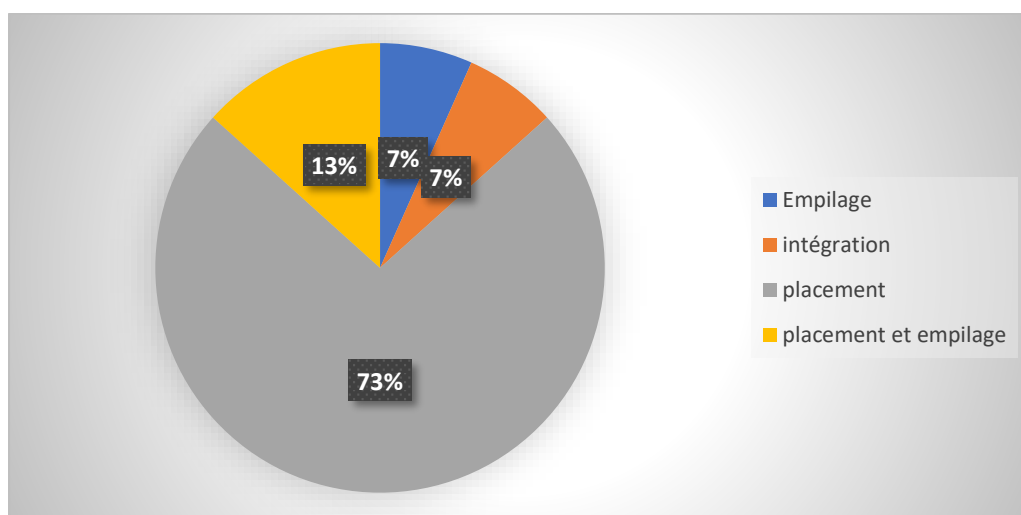
Le graphique ci-dessous représente les associés du suspect liés au blanchiment de capitaux et au financement du terrorisme.



Les Associés du suspect liés aux DOS analysées sont constitués de 45% d'associés à un individu, 27% d'associés aux sociétés, 18% d'associés à deux individus et 9% d'associés à quatre individus.

d) Méthodes de BC/FT

Le graphique ci-bas représente les différentes méthodes de blanchiment de capitaux et financement du terrorisme.

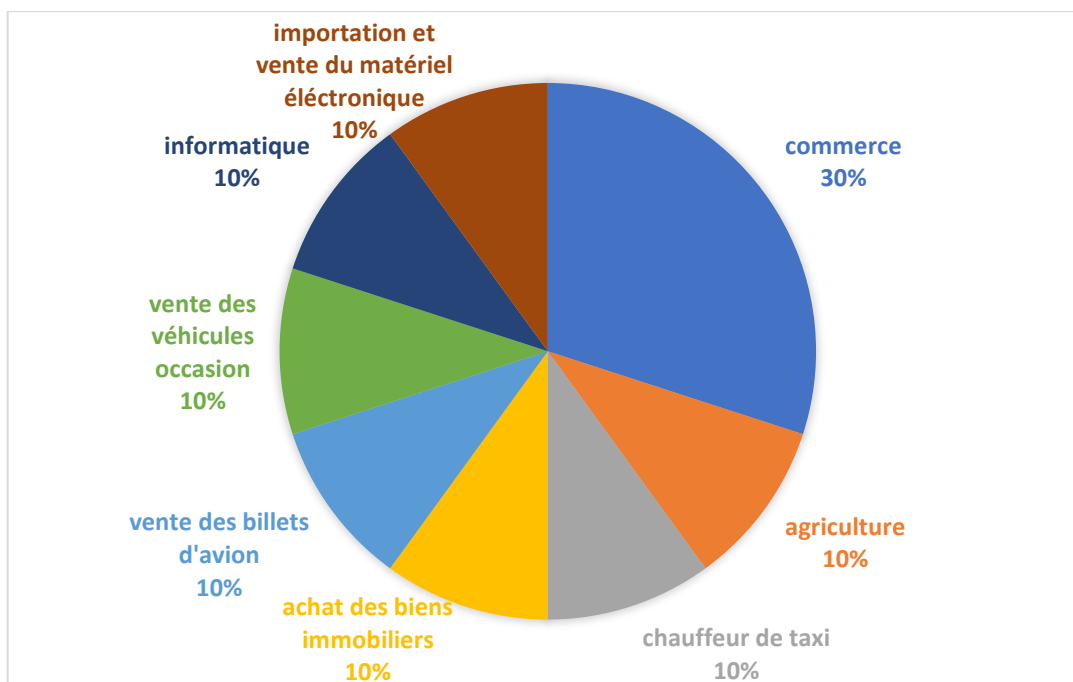


Quant aux méthodes de BC, 73% des suspects ont utilisé le placement (fonds provenant d'activités criminelles introduits ou placés pour la première fois dans le système financier ou utilisés pour acheter des biens de grande valeur), 13% le placement et l'empilage, 7% respectivement l'empilage (processus de dissimulation de la source des fonds à travers une série de transactions financières complexes, dans le but de casser la chaîne de traçabilité et brouiller les pistes) et l'intégration (réintroduction des fonds

blanchis dans l'économie légale de manière à ce qu'ils semblent légitimes). Les burundais conduisent à eux seuls 60% des activités de placement.

e) Secteurs impliqués (incluant le type de produits impliqués dans les cas de BC/FT)

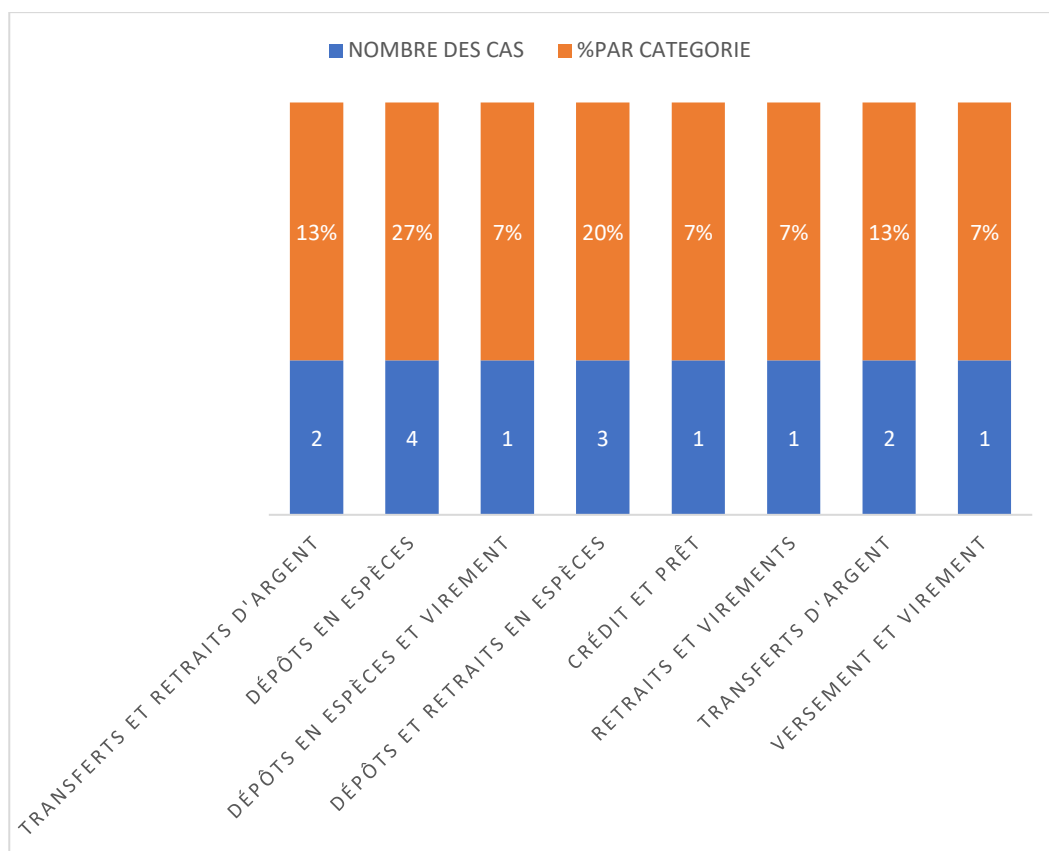
Le graphique ci-après représente les différents secteurs d'activités liées au BC/FT.



Les secteurs d'activités impliquées dans le BC/FT identifiés dans les DOS comprennent 30% pour le commerce (vente des équipements informatiques et matériels de bureau, vente des produits divers, vente des produits agro-alimentaires) et 10% respectivement pour l'achat des biens immobiliers, l'agriculture, l'importation de matériel électronique, le chauffeur de taxi, la vente des billets d'avion, la vente des véhicules occasion et l'informatique.

f) Produits financiers impliqués

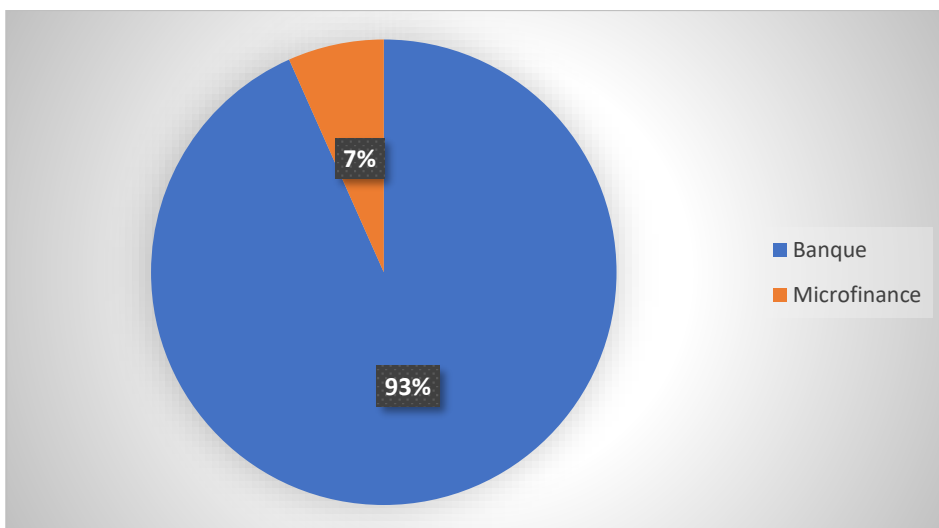
Le graphique ci-dessous représente les différents produits financiers impliqués dans le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.



Les types de produits financiers impliqués dans les cas de BC/FT comprennent 27% de dépôts en espèces, 13% de transferts ou transferts et retraits d'argent, 20% de dépôts et retraits en espèces et 7% proviennent respectivement de retraits en espèces et virements, crédit et prêt, retraits et virements ou de versement et virement.

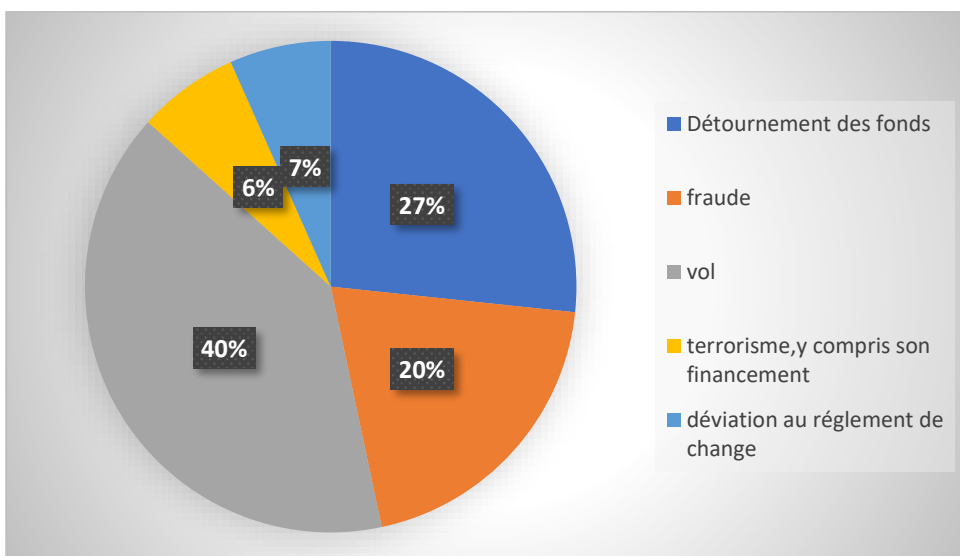
g) Les secteurs de l'entité assujettie

Les secteurs de l'entité assujettie faisant objet de déclaration comprennent 93% des banques et 7% des institutions de microfinance, comme l'illustre le graphique suivant :



h) Infractions sous-jacentes

Le graphique suivant représente les différents types d'infractions sous-jacentes liées au blanchiment de capitaux et au financement du terrorisme.

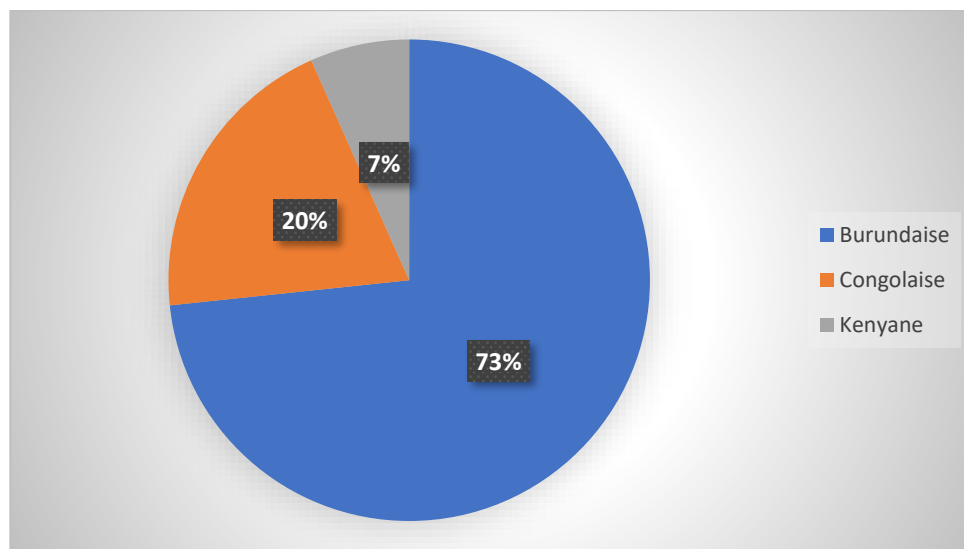


Les infractions sous-jacentes liées aux DOS analysées sont constituées de 40% de vol, 27% de détournement des fonds, 20% de fraude, 7% de déviation au règlement de change et 6% de terrorisme, y compris son financement.

La comparaison avec les résultats du rapport de l'Evaluation Nationale des Risques (ENR) montre une concordance entre certaines infractions sous-jacentes identifiées telles que le détournement des fonds, le vol ou la fraude, et celles relevées dans l'analyse des Déclarations d'Opérations Suspectes (DOS).

i. Analyse géographique**1^o) Nationalité des personnes d'intérêt**

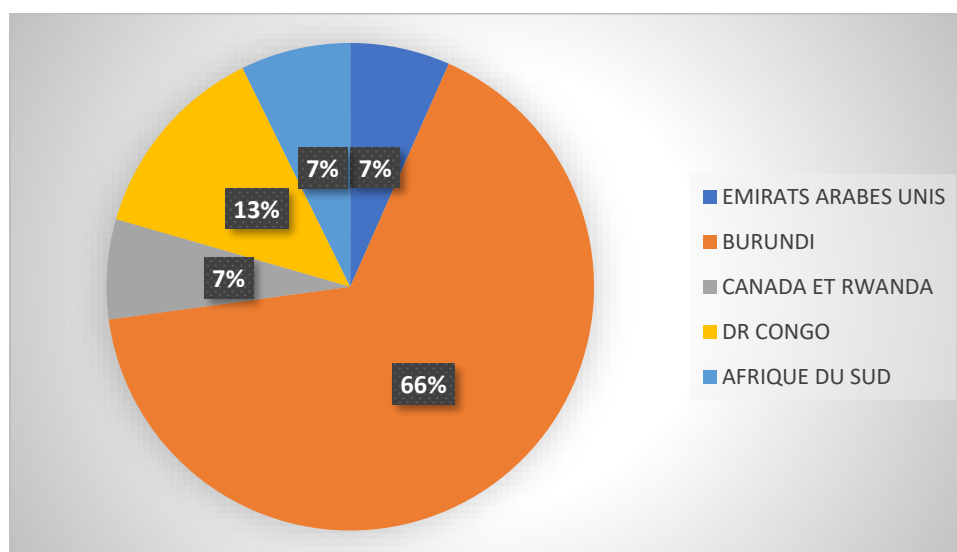
Le graphique ci-dessous représente les différentes nationalités liées au blanchiment de capitaux et au financement du terrorisme.



Les personnes impliquées dans les DOS comprennent 73% de nationalité burundaise, 20% de nationalité congolaise et 7% de nationalité kenyane.

2^o) Pays d'origine des fonds

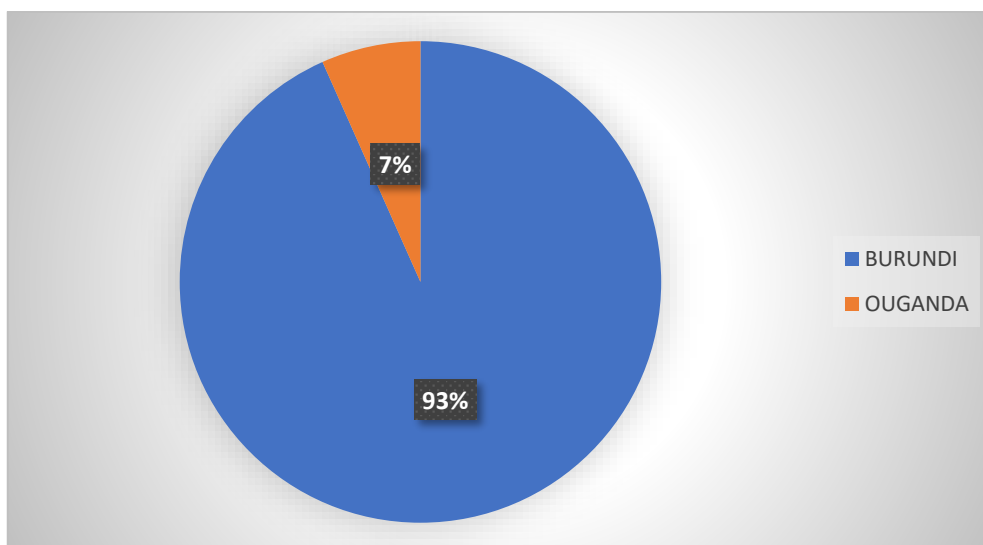
Le graphique suivant représente les pays d'origine des fonds liés au blanchiment de capitaux et au financement du terrorisme.



L'analyse sur les fonds faisant objet de soupçon montre que 66% proviennent du Burundi, 13% de la RDC et 7% respectivement du Canada et Rwanda, Emirats Arabes Unis et de l'Afrique du Sud.

3^o) Pays destinataire des fonds

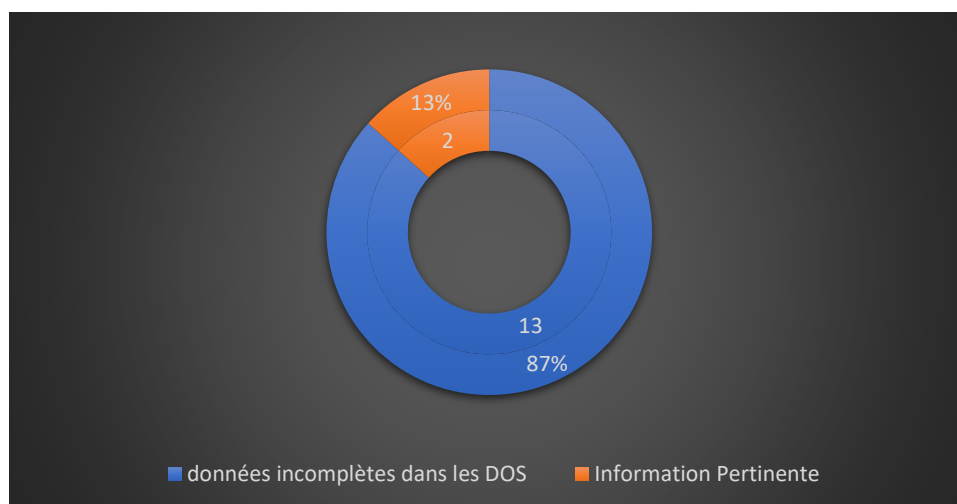
Le graphique ci-après représente les pays destinataires des fonds liés au blanchiment de capitaux et au financement du terrorisme.



Les fonds faisant objet de soupçon ont des destinations diverses dont 93% à destination du Burundi et 7% à destination de l'Ouganda.

4. Analyse de la qualité des déclarations d'opérations suspectes

Le graphique ci-bas représente la qualité des DOS analysées liées au blanchiment de capitaux et au financement du terrorisme.





Pour la qualité des DOS, 87% sont des DOS apportant de l'information incomplète tandis que 13% sont des DOS apportant de l'information pertinente.

La lacune à corriger est :

La majorité des DOS (87 %) présentent des informations incomplètes notamment l'absence du numéro d'identification fiscale (NIF), le registre de commerce, la déclaration des revenus à l'Office Burundais des Recettes (OBR), etc, contre seulement 13 % jugées pertinentes, ce qui limite leur utilité pour l'analyse financière.

5. Conclusion

L'analyse stratégique menée sur les déclarations d'opérations suspectes (DOS) reçues par la CNRF met en évidence plusieurs constats importants. D'une part, les tendances observées révèlent que les opérations suspectes sont dominées par des activités de placement de fonds, souvent menées par des personnes physiques de nationalité burundaise, principalement dans le secteur commercial, et impliquant fréquemment des dépôts en espèces. Les méthodes de blanchiment sont concentrées sur la phase de placement.

D'autre part, l'analyse qualitative révèle une faible qualité des DOS car 87 % des déclarations présentent des informations incomplètes, sans analyse approfondie ni pièces justificatives essentielles. Ce qui limite considérablement leur exploitabilité opérationnelle. Le manque de précisions sur les profils des clients, les secteurs d'activité ou les liens potentiels avec des infractions sous-jacentes empêche une évaluation fine des risques. Ces lacunes nuisent à l'efficacité du dispositif national de LBC/FT. En outre, l'analyse montre que les bonnes pratiques attendues ne sont pas généralement respectées : dans la majorité des cas, les déclarations ont été transmises dans les délais prescrits. Toutefois, la motivation du soupçon n'a pas été clairement formulée.

Au regard de ces constats, il est recommandé :

- ✓ De renforcer les capacités des entités déclarantes à travers des formations ciblées ;
- ✓ D'améliorer les outils d'aide à la détection ;
- ✓ De mettre en place un mécanisme de retour d'information pour inciter les assujettis à produire des déclarations plus pertinentes et conformes aux exigences internationales ;
- ✓ De renforcer la coordination entre la CNRF, les autorités compétentes et les assujettis pour améliorer la qualité des DOS et la détection précoce des opérations suspectes.
- ✓ D'exiger les assujettis de décrire plus précisément les activités commerciales effectués par leurs clients.